

le monde libertaire

10,00 F

Petits boulots, CSG, privatisations...

Jospin l'embrouille !

L'HISTOIRE EST PLEINE DE victoires politiques qui annoncent, en fait, des échecs retentissants pour les travailleurs. Le dernier avatar de cette sorte est certainement l'arrivée au pouvoir de la coalition de gauche en juin 1997.

Dans un pays baignant dans un processus de libéralisation à outrance et, par conséquent, de décomposition sociale avancée, où la bourse, les taux d'intérêts et les loyers explosent depuis dix ans alors que dix millions d'individus vivent avec 4000 F par mois maximum, les classes dominantes et dirigeantes éprouvent quelques difficultés à aller plus loin dans leur politique de rigueur.

Cependant, les idées et artifices ne leur manquent pas pour continuer dans cette voie: le thème de l'Europe « sociale » vient à point, au nom d'un concept pseudo-progressiste de fédération et d'union des peuples...

Toutefois, ce « grand et généreux » projet de l'Europe (des États!) ne pouvait suffire à lui seul pour calmer les colères des exploités. Le fait que les mouvements sociaux aient repris de la voix ces dernières années en est la meilleure preuve!

Même perdant, Chirac, en bon défenseur des intérêts de la bourgeoisie, savait qu'il n'y avait pas de grand risque à une nouvelle cohabitation et que cette dernière ne viendrait pas bouleverser les plans de restructuration en cours.

Tout comme la victoire de Mitterrand en 81 a eu comme conséquence une libéralisation accrue et une augmentation effrénée des profits par l'entremise du chômage; tout comme Fabius a pu, en 1984, bousiller sidérurgie et charbonnage (sans trop de heurts contrairement à Thatcher), tout comme le gouvernement Rocard avait institutionnalisé la misère en créant le RMI (présenté comme un fabuleux progrès

social!), le gouvernement écolo-socialo-communiste va tenter de nous imposer un nouveau palier dans l'austérité.

En effet, qui mieux qu'un ministre communiste, ancien cheminot, pouvait faire « passer » la mise en place du

Réseau ferré français, prélude à une privatisation future du Rail en France?

Qui, mieux qu'une ministre écologiste, pouvait nous dire avec assurance qu'il n'y a pas de danger à la Hague?

Qui, mieux que Chevènement, pou-

vait dilapider les libertés républicaines élémentaires et reprendre à son compte le triste héritage de Pasqua et Debré?

La récente annonce de l'extension de la CSG ne doit pas nous surprendre non plus. Le pouvoir termine ce qu'il avait entamé Rocard il y a sept ans et poursuivi Juppé. Avec cette refonte du mode de financement de la branche maladie c'est bel et bien tout l'édifice de la Sécurité sociale qui est menacé dans ses fondements.

Par contre, et là non plus nous n'avons pas le droit d'être « surpris », les exonérations de charges pour les patrons vont continuer de se généraliser et la « réforme » de l'impôt sur la fortune est reporté aux calendes grecques...!

En définitive, ce que certains voyaient (ou voient encore) comme une victoire, n'est pour eux qu'une nouvelle défaite... La seule force que les travailleurs et citoyens ont, c'est la lutte sociale!

Most



Descente de police à Radio libertaire L'État persiste et récidive

À 14 H 30, LE MERCREDI 10 septembre, une juge d'instruction, une greffière et le procureur du parquet de Versailles se sont présentés à la librairie du *Monde libertaire*, accompagnés d'une quinzaine de policiers. Quelques autres, à l'extérieur, attendaient dans des voitures banalisées.

Que cherchaient-ils?

Ils cherchaient la lettre d'un détenu lue à l'antenne de *Radio libertaire* lors d'une émission de Ras-les-murs début 97.

Que disait cette lettre?

Elle dénonçait la surexploitation dont sont victimes les détenus dans les ateliers des prisons, le non respect absolu du droit du travail (salaires, hygiène, cadences, comptes paysés, représentation des salariés, etc.).

Bien sûr, personne ne se préoccupe maintenant des informations transmises par ce courrier: conditions de travail dans les ateliers, prix du net-

toyage des bleus de travail (300 F par mois), etc.

Le nom d'un surveillant, particulièrement complice de cette surexploitation, a été prononcé lors de la lecture de cette lettre.

Pourquoi porte-t-il plainte?

Pour la dénonciation de la surexploitation? Ou pour d'autres faits?

Cette justice qui est habituellement si longue à se bouger pour des affaires d'importance, cette justice qui laisse moisir en prison des détenus en préventive pendant quatre, six mois, un an et quelquefois plus « diligente » ses sbires pour une plainte en « diffamation » déposée en janvier 1997, par un surveillant de la maison d'arrêt de Bois d'Arcy. Huit mois après! Qui se plaint de la lenteur de la justice?

Pendant ce temps, près de 40% de prévenus crèvent en prison. Pour beaucoup, par le suicide, pendant les premiers jours de détention. Il y a eu 138 suicides en 1996, dans les prisons françaises.

Et, parce qu'un surveillant se sent « diffamé », suite à la lecture d'un courrier d'un détenu, la justice débarque à la librairie du *Monde libertaire* pour rechercher « la lettre », perquisitionne de fond en comble le local de réunion et la cave attenante, alors que nous leur expliquons qu'ils ne trouveront rien.

Mais la Justice doit agir. Elle est venue pour perquisitionner. Donc, elle perquisitionne. Ils ont la cassette de l'émission, mais cela ne constitue pas une preuve sur le plan juridique. Il leur faut « la lettre ». A la place, ils ont découvert les renseignements concernant les responsables de *Radio libertaire*, de la Fédération anarchiste et des animateurs de l'émission Ras-les-murs.

Mais cela ne leur suffisait pas. A bord de cinq voitures, le commando est allé perquisitionner le studio de *Radio libertaire*. Chou blanc! Mais la Justice avait fait son boulot. Toute cette mascarade a duré de 14 h 30 à 18 h 30.

L'affaire va, bien sûr, suivre son cours. *Radio libertaire* et Ras-les-murs risquent de se retrouver mis en examen.

Certains détenus au courant de cette affaire depuis plusieurs mois sont prêts à témoigner de la véracité de ce qui avait été dénoncé dans cette lettre, malgré les risques encourus pour eux. Cela pourrait donner un autre tour à l'affaire. Et si c'était vrai?

Après deux procès contre le *Monde libertaire*, l'État continue à exercer sa fonction répressive: cette affaire qui a débuté sous le gouvernement Juppé continue avec Jospin. Cela vise à faire taire les médias qui dénoncent toutes les formes d'exploitation et s'activent en vue de la révolution sociale.

Fédération anarchiste

EDITORIAL

Le ministre de l'Éducation vitupère allègrement la gent enseignante. Le taux d'absentéisme, chez cette dernière, dépasserait, d'après lui, les limites du correct, respectées par le privé. Il a dû sans doute comparer ce taux à l'assiduité de ses amis députés socialistes qui, rappelons le au passage, se comptaient sur les doigts de la main pour combattre la loi Debré fin décembre 96. Récidiviste, il fustige la formation professionnelle des enseignants qui, à son grand grief, se fait sur leur temps de travail, et non durant leurs « interminables vacances ». Il est vrai que ministres, députés et autres présidents de conseils généraux et régionaux déjeunent, voyagent, séminarisent dans des hôtels de luxe pour leur travail d'élus. « Il parle de ce qu'il ne connaît pas! » s'écrient les syndicats, offusqués. Juppé aurait récolté une grève générale pour moins que ça! Mais aujourd'hui silence moteur, ça tourne à gauche!

Allègre sait très bien ce qu'il fait en jouant au gros gaffeur. Ses propos ne sont pas anodins. En utilisant les relents les plus réactionnaires, anti-fonctionnaires, il oppose des catégories sociales entre elles pour mieux atténuer de futures revendications communes. De plus, le paradoxe qui consiste à injurier régulièrement le corps enseignant, pourtant favorable au PS, permet de jouer sur le registre de l'impartialité, de la vertu, de la rigueur morale, des thèmes chers à Jospin. Ce dernier a cependant « grondé » Allègre. Nos acteurs sont subtils et le scénario du bon, de la brute et des truandés semble bien rôdé. Derrière toute cette agitation, il y a un but bien précis: celui de démanteler encore un peu plus le service d'éducation, afin de le mettre au pas du capitalisme actuel. La précarisation déguisée en emploi-jeunes éducateurs n'est qu'une première étape. De provocations en tables rondes, les syndicats avaleront d'autres couleuvres, telle la flexibilité du personnel, concernant par exemple sa formation: les MA en font les frais pour leur embauche.

Nous pouvons donc voir s'accomplir, à chaque alternance politique, le partage du sale travail, effectué par chacun de nos chers gouvernements, dans des domaines où ils ont le plus de légitimité à œuvrer. La droite, malgré un électoralat aux valeurs nationalo-militaristes a pu restructurer l'armée aux besoins des intérêts économiques de la bourgeoisie. La gauche s'occupera du social et de l'école, c'est son rayon. Les projets éditoriaux de gauche ou de droite vont dans la même logique économique.

ISSN 0026-9433 - N° 1092

M 2137 - 1092 - 10,00 F



FIP 2520

SANS-PAPIERS

Vacance de régularisation dans les préfectures

DEUX MOIS ET DEMI APRES LA circulaire de régularisation de Chevènement, un mois et demi avant la clôture de la procédure, le bilan est vite fait: 89 482 demandes ont été enregistrées dans les préfectures et environ un millier de titres ont été délivrés. Quant aux refus, ils seraient pour l'instant peu nombreux, mais les chiffres n'ont apparemment pas été communiqués. Cela corrobore ceux relevés dans les différents comités de sans-papiers. Ainsi, sur les 250 dossiers déjà déposés à Lille par le Comité des sans-papiers 59 (alors que 250 autres sont déjà en attente auprès du Comité et environ un millier de demandes au total sont arrivées entre les mains du préfet), 80 personnes ont reçu des convocations et moins d'une vingtaine de récépissés de titres de séjour ont été délivrés (et seulement à des familles, pas aux célibataires). Dans la Seine Saint-Denis, le collectif du 93 n'a recensé que six titres délivrés sur les 6 000 dossiers qu'il a déposés en préfecture (sur 30 000 demandes dans le département)! (1)

Tous les collectifs enregistrent des résultats sensiblement équivalents: entre aucune convocation et quelques dizaines de régularisations. Il y a bien sûr une part de responsabilité de l'appareil bureaucratique: ainsi la préfecture des Hauts-de-Seine impose trois entretiens minimum espacés d'un mois pour chaque dossier. Des convocations à une première entrevue sont données pour décembre 1997, et d'autres pour les convocations suivantes s'étalent jusqu'en 1998.

Le cas lillois

La mauvaise volonté des préfectures semble évidente aux yeux des sans-papiers. A Lille, c'en est presque de l'acharnement. Ainsi, lors d'une entrevue avec la préfecture du Nord le 13 juillet, tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes: le préfet l'avait promis, il serait souple dans son application de la circulaire et des critères; on pourrait toujours s'arranger, discuter sur les dossiers



difficiles. Mais depuis: rien. Pas de contact, pas d'entrevue, pas de négociation, et même pire: le préfet a fait savoir en juillet qu'il avait déjà jeté près de 40% des demandes à la poubelle à la simple lecture de la lettre de motivation, sans convocation aucune: les personnes concernées ne rentreraient pas dans le cadre d'une régularisation. Mais aucun refus n'a encore été officiellement prononcé.

Pendant ce temps, les grandes manœuvres avaient commencé autour du comité. Fin juin, Bernard Roman, député PS et conseiller municipal à Lille s'est présenté à la M.N.E., le local occupé par les sans-papiers depuis décembre. Il était plein de bonne volonté: il ferait le relais entre la préfecture et les sans-papiers pour les personnes sans logement hébergées à la M.N.E. Le but est évident: il fallait se débarrasser d'une occupation gênante en vidant le lieu de ses habitants. Dans le même temps, le Conseil d'administration de l'Oglanel, l'organisme qui gère la M.N.E., posait un ultimatum au comité: celui-ci devait avoir vidé les lieux avant le 31 juillet. Il déclara que la seule date envisageable pour l'arrêt de l'occupation

était au mieux le 1^{er} novembre, fin de la procédure. Et il programma une fête pour le 31 juillet à la M.N.E., histoire de s'assurer du monde en cas de coup de force.

Au même moment, le sous-préfet en charge de la police se fendait d'une interview diffamatoire et ridicule dans la presse locale: les membres du comité doivent prendre garde, aucun moyen de pressions ne fera selon lui avancer plus vite les régularisations. Il est même menaçant: cela pourrait bien bloquer des dossiers; une occupation illégale, par exemple, pourrait être constitutive d'un «trouble à l'ordre public»...

Le bureau de l'Oglanel convoque la presse, somme la mairie (propriétaire des murs) de prendre ses responsabilités, interdit la fête, et menace de démissionner... Il convoque une A.G. extraordinaire le 31 juillet qui réunit à peine une vingtaine de représentants des quelques soixante-dix associations qui constitue l'Oglanel. Et cette A.G. vote la condamnation du comité des sans-papiers, la fermeture au public du lieu, elle somme la mairie de faire vider les lieux et accepte la démission du bureau qui «refuse d'assumer la responsabilité de l'occu-

pation». Bel exemple de politique spectaculaire.

Depuis, les sans-papiers sont toujours à la M.N.E.; la mairie n'a toujours pas décidé de les vider par la force. Mais le 3 septembre, Pierre Mauroy leur écrivait qu'après la circulaire de régularisation, et avec «une nouvelle loi plus juste et plus humaine» comme celle que prépare Chevènement, l'occupation n'avait plus lieu d'être.

Pourtant; sur les quatre familles et la vingtaine de personnes qui vivent à la M.N.E., seule deux familles ont été régularisées et ont obtenu un logement grâce à la mairie. Pourtant, il reste encore des centaines de personnes qui attendent leur première convocation et d'autres viennent sans cesse rejoindre le comité.

Un mouvement tenace

Pourtant, l'abrogation des lois anti-immigrés n'est plus à l'ordre du jour (post-électoral). Et le projet de loi Chevènement est par bien des aspects encore plus dur que la loi Debré.

Pourtant Saint-Bernard continue la lutte (malgré des tentatives souterraines d'obtenir son silence) et a occupé mercredi 11 septembre le siège du Mouvement des citoyens. Pourtant, à nouveau, des voix se

font entendre qui exigent la suppression des lois racistes en France. Mais il paraît que la liberté de circulation et d'installation, l'ouverture des frontières, ce sont des vœux ultra-libéraux.

Alors Jospin, Mauroy, Aubry, Chevènement, Hue et Voynet (qui trouve que l'abrogation des lois racistes n'est qu'un symbole) ont décidé de lutter fermement contre le libéralisme. Avec des haches, des charters, des emplois-jeunes, des privatisations, Schengen, Maastricht et la monnaie unique?

**Bertrand Dekoninck
groupe Humeurs noires (Lille)**

Chaque vendredi de 21 h à 21 h 30, les sans-papiers de Lille animent une émission sur Radio Campus (106,6). Chaque mercredi à 18 heures, rassemblement des sans-papiers devant la préfecture du Nord, place de la république à Lille.

(1) Dans les autres collectifs: Ardèche, 200 lettres déposées, aucune régularisation; Orléans: 300 lettres, 1 convocation; Angoulême, 20 lettres, aucune régularisation; Bordeaux, 103 lettres, 10 régularisations, 50 convocations; Strasbourg, 186 lettres, 10 régularisations, 3 rejets; Tours, 100 lettres déposées, une carte de dix ans pour une victime de la double peine; Toulouse, 200 lettres, 15 régularisés; Yvelines, 250 lettres, aucune régularisation.



En bref

■ Le groupe de la Fédération anarchiste du Gard change d'adresse. Vous pouvez lui écrire à: AGDIR - 45 B rue de la Table Ronde - 30900 Nîmes

■ Un groupe de la Fédération anarchiste est en cours de création sur le Pas-de-Calais. Les personnes intéressées peuvent prendre, pour le moment, contact à: Humeurs Noires, c/o ALDIR, BP 79, 59 370 Mons-en-Barœul.

■ Une Union départementale CNT vient de se créer en Seine-et-Marne. Ecrire à CNT-UD77, 4 allée de la Coquerie, 77550 Réau

■ Le SUB (Syndicat Unitaire du Bâtiment) sort de sa léthargie, et ce grâce à l'action

déterminée de jeunes militants qui veulent rendre à cet illustre syndicat son rayonnement d'antan. Le syndicat lance un appel à tous les vieux compagnons ayant connu ou milité au sein du SUB des années 30 ou 50 afin de pouvoir recueillir leur témoignage sur la tradition syndicaliste-révolutionnaire dans le BTP. c/o :SUB/CNT, 33, rue des Vignoles, 75 020 Paris.

■ Le numéro de septembre d'Alternative libertaire est disponible par correspondance (100 FB ou 20 FF) à: Alternative libertaire, Boîte postale 103, 1050 Ixelles 1. Belgique

■ Le premier numéro des Temps maudits, revue syndicaliste révolutionnaire et anarcho-syndicaliste éditée par la Confédération nationale du travail, vient de sortir. Nous notons dans son sommaire des études qui traitent de la situation sociale depuis le mouvement de décembre 1995, de l'opposition dans la CFDT et du syndicalisme autogestionnaire au Mexique. Deux articles réfléchissent au

mouvement zapatiste. Enfin, on peut y lire le commencement d'une réflexion sur la scission de 1921 et la prise en main de la CGTU par les staliniens. Prix au numéro, 30 F. L'abonnement, pour six numéros, 160 F. Les Temps Maudits, boîte postale 72, 33038 Bordeaux cedex. En vente à la librairie du Monde libertaire.

**Retrouvez
la Fédération anarchiste sur le web
Radio libertaire, le Monde libertaire
<http://www.altern.org/fa>**

Les maîtres-auxiliaires toujours en lutte

QUELS SONT DONC LES objectifs de ces actions conduites depuis bientôt un an par la Coordination nationale des non-titulaires de l'Éducation nationale? Ils se résument simplement: obtenir tout de suite le réemploi et la garantie d'emploi des personnels embauchés sous des contrats précaires par l'Éducation nationale dans les années antérieures, y compris ceux qui ont été oubliés lors des dernières rentrées scolaires; et, dans un second temps, maintenir une pression sociale suffisante afin d'imposer à l'État-patron la titularisation de ces derniers sans concours ni discrimination de nationalité.

Le nombre des personnes employées par l'Éducation nationale sous statut précaire s'élève aujourd'hui à plus de quatre-vingt mille (40 000 maîtres auxiliaires, 8300 vacataires enseignants, 26 000 travailleurs non enseignants, les techniciens, ouvriers et divers personnels de service, qu'on désigne communément au moyen du joli sigle d'ATOSS, et environ 1 100 instituteurs suppléants).

Concours, quand tu nous tiens...

L'État-patron utilise les facilités que lui offre le système pour embaucher du personnel au statut précaire et aux droits et salaires minorés; le constat de la différence de salaire entre un professeur titulaire débutant, payé à peu près 10 000 F, et un jeune maître aux., qui touche 6 500 F, peut sans doute faire perdre son sang-froid à quelque ministre des Finances que ce soit, même de gauche.

Les moyens pour s'opposer à une telle politique ne sont guère mystérieux: si le patronat cherche à diviser les salariés à l'aide de statuts et de rémunérations différenciés multipliés à l'infini, en application du vieux principe des maîtres qu'il faut diviser pour régner, les militants syndicalistes s'ingénieront – devraient s'ingénier – sans cesse à réduire au minimum ces différences afin d'atténuer le plus possible les conséquences de la concurrence que le système du salariat engendre parmi les travailleurs. Mobiliser le maximum de salariés du secteur s'impose donc, en tentant d'unifier leurs revendications au-delà des différences de statut.

Or on observe – et la Coordination nationale des non-titulaires, composée des collectifs des vingt-six académies, ne se lasse pas d'en faire la remarque – que telle n'est pas l'orientation des syndicats d'enseignants, les gros, ceux qui pèsent lourd et qui sont fédérés à la FEN ou à la FSU.

La Coordination ne reçoit une aide et une solidarité militantes effectives que de Sud-Éducation et de la CNT qui ont fait leur sa plate-forme. D'autres organisations syndicales comme la CGT, le SGEN-CFDT et FO déclarent soutenir la plate-forme de la Coordination mais sans s'impliquer réellement dans la lutte. Ce qui retient les gros syndicats

d'enseignants de s'associer à cette plate-forme, c'est qu'on puisse titulariser des personnes à des postes de professeur ou d'instituteur sans qu'elles passent et réussissent un concours. Pourtant quelques dizaines de milliers de ces hors-concours enseignent effectivement depuis cinq, dix, treize ans parfois. Cela n'est, apparemment, pas suffisant pour prouver leur qualification et leur savoir-faire! Même si, dans un passé pas trop lointain, en 1968, 1974 et 1983, des plans de résorption de l'auxiliarat furent mis en œuvre; même si, à la suite de ces titularisations, environ un tiers des actuels titulaires l'ont été sans concours, donc certains occupent

par exemple, des postes auxiliaires pour être affectés à des emplois de surveillant – sous peine d'être expulsés des listes!

Après que les non-titulaires eurent exigé de rencontrer des « politiques », une entrevue fut organisée, le 1er septembre, avec le ministre délégué au Personnel et à la Scolarité, Ségolène Royal.

Les réponses ministérielles aux revendications des non-titulaires montrèrent quelque incohérence et beaucoup d'embaras. « La concertation doit continuer », souhaita Mme Royal avant de répéter que les principes devront être maintenus, ce qui impliquerait, affirma-t-elle, des concours de titularisation. S'agissant des instituteurs, l'engagement fut pris que tous les suppléants en poste en 1996-1997 seront réemployés et huit cents postes d'instituteurs suppléants créés; en revanche, continua la délégation ministérielle, les instituteurs suppléants au chômage l'an dernier n'auront pas de poste.

« Trente-cinq mille maîtres auxiliaires sont réembauchés », assura Mme le ministre. Pourtant, poursuivit-elle, « n'oubliez pas que trente-cinq mille maîtres auxiliaires seront titularisés du jour au lendemain... C'est un fait que les concours ne sont pas parfaits, et peut-être même non judiciaires. Il faudrait peut-être voir quelle serait la procédure la plus intelligente, afin de reconnaître le mérite, prendre en considération l'ancienneté, la notation, la formation professionnelle, les rapports des chefs d'établissement. Mais attention, je serais irresponsable si je disais que tous les maîtres auxiliaires seront titularisés sans exception. Une procédure exceptionnelle pourrait être mise en place pour ceux qui donnent satisfaction. Et l'ouverture de négociations pour un plan de titularisation est possible assez vite. Un minimum de deux ans d'ancienneté pourrait être requis. » Enfin, en réponse à une question lui demandait quelle forme concrète pourrait prendre cette « procédure exceptionnelle », Ségolène Royal émit l'hypothèse d'une loi votée par l'Assemblée nationale.

Dans les jours qui suivirent, Allègre déclara à qui voulait l'entendre qu'il n'y aurait pas de titularisation sans concours...

Incohérences, désinformation? Les militants de la Coordination sont, en tout cas, décidés à ne pas laisser retomber la pression: dès le 17 septembre, chacun des collectifs d'académie organisera en même temps, sur tout le territoire national, des manifestations et des actions diversifiées; ils peuvent, dans cette lutte, compter sur la solidarité des libertaires.

Informations recueillies par J. Toubert

Collectif parisien des non-titulaires de l'Éducation nationale. c/o Sud-Education, 30, rue des Boulets, 75011 Paris. Tél.: 01 44 64 78 96.



SANTÉ

Kouchner dans les bottes de Juppé

DERNIÈRE VICTIME DE LA POLITIQUE DE SANTÉ: la maternité de Pithiviers. Elle restera fermée. C'est une décision du secrétaire d'État, ministre délégué à la santé Bernard Kouchner, suite à sa visite dans cet établissement hospitalier du Loiret le 8 septembre. Début juillet, un accident d'anesthésie avait coûté la vie à une femme. Conclusion: le service de chirurgie sera transféré à Étampes dans l'Essonne et la maternité devra embaucher deux médecins anesthésistes avant de pouvoir rouvrir. Sachant qu'il manque trois cent quarante anesthésistes dans les hôpitaux dont soixante-dix dans les centres hospitaliers universitaires (CHU)... la maternité, célèbre pour ses techniques d'accouchement sans douleur, risque de souffrir longtemps!

Scénario identique dans les autres établissements sanitaires, où, si le régime imposé par Juppé en 1995 ne coûte pas la vie à tous les usagers (heureusement!), il n'en reste pas moins inquiétant sur les conséquences quant à la qualité des soins dispensés. Pénurie d'infirmières, de personnels administratifs et ouvriers, l'hôpital en France est malmené. Et cela dure depuis 1975, date des premières restrictions budgétaires dictées à l'époque par Mme Veil, alors ministre de la Santé! Des gouvernements successifs, les « réformes » n'ont rien changé. La santé coûte trop cher, il faut restructurer: fermeture des hôpitaux de proximité, redéploiements, diminution des effectifs... une seule préoccupation: diminuer les dépenses.

À la différence de ses prédécesseurs, Juppé en avait fait tout un plan... devenu célèbre en décembre 1995. Aujourd'hui, il s'explique. Le 1^{er} mars 1997 ont été installés les agences régionales de l'hospitalisation avec à leurs têtes des super préfets sanitaires chargés d'exécuter les basses œuvres: « rationaliser l'offre de soins » et « favoriser la complémentarité entre éta-

blissements » (dixit Dominique Cadreau, directeur de l'agence Ile-de-France et ancien patron d'une chaîne de cliniques privées). En langage social-libéral, c'est à l'exemple de la Seine Saint-Denis « se partager le marché de la cardiologie pour les hôpitaux d'Aulnay, de Montfermeil et du Raincy. A charge pour eux de se répartir urgences, coronographies, angioplasties et actes chirurgicaux »... Voire, si l'hôpital public ne fait plus le poids, d'offrir le service au privé. Ainsi, toujours dans le 93, l'hôpital de Saint-Denis adresse ses urgences au « Centre cardiologique du Nord », une clinique réputée...

Avec les restructurations budgétaires, il faudra aussi apprendre à se déplacer. Fini l'hôpital à deux pas de chez soi. « Accoucher à Étampes, mais être pris en charge à Pithiviers »: 50 km! Les fausses routes ne seront plus permises...

Ainsi, pouvoir de droite ou de gauche, les ministres se suivent et se ressemblent étrangement. La santé coûte trop cher... mais elle rapporte aussi... Selon le quotidien Le Monde « la valeur ajoutée qui est égale à la différence de la production de biens [...] et la valeur des consommations intermédiaires (médicaments) s'est élevée à 415 milliards de francs en 1992 », l'équivalent de la branche « transport et communications ». De quoi ravir... les accros du libéralisme. La santé, un marché comme les autres... Pas étonnant alors qu'elle soit soumise aux règles d'or de l'économie capitaliste: les hôpitaux peu rentables seront fermés... ceux moyennement satisfaisants (par exemple, l'hôpital public) maintenus pour faire bonne figure... quant aux cliniques privées à but lucratif... leur développement est assuré puisque la santé est un secteur « créateur de richesses »

Alain Dervin,
groupe P. Bernard

des postes de responsabilité importants dans la FSU.

Le respect, par la majorité de la gauche française et ses alliés syndicaux des sacro-saintes règles de la fonction publique a permis et permet encore à l'État-patron d'embaucher des personnels, de les faire travailler longtemps à un tarif moindre et sans les garanties même des autres salariés.

Entrevues au ministère

Les pressions constantes et diverses, comme par exemple la marche organisée de Blois à Paris à la fin août, permirent à la Coordination d'être reçue récemment au ministère.

Le 29 août, les représentants des non-titulaires rencontrèrent une délégation de « techniciens », conduite par Alain Geismar, dont le volontarisme révolutionnaire de Mai 68 s'est bien émoussé, qui informa les porte-parole que les précaires de l'Éducation nationale auront l'obligation d'accepter tous les postes qui leur seront proposés –

abonnez-vous!

TEO, TEO, TEO... Gratuité répondit l'écho!

LA PREMIERE MANIFESTATION pour exiger l'usage gratuit du tronçon de périphérique urbain appelé TEO (trans est-ouest) a eu lieu le samedi 6 septembre à Lyon. De l'ampleur de la mobilisation dépendait la légitimité et donc l'avenir du Collectif organisateur. Derrière la banderole « pour la gratuité, contre le racket » près de 4 000 personnes sont venues à titre individuel et constituaient la masse du cortège. Suivaient les syndicats CGT et CFDT, précédant les cortèges politiques. Citons dans le désordre : PC, AREV, LCR, Verts et bien entendu la FA.

Les « motards en colère » avaient roulé sur un parcours spécifique et nous ont rejoint devant l'Hôtel de Ville. Cela faisait 3 000 manifestants de plus... et beaucoup de bruit. Une délégation a été reçue par un sous-fifre de Barre, mais personne n'attendait rien de cette démarche.

La réussite de cette manifestation a obligé Barre, président du Grand Lyon et Mercier, président du Conseil général, à donner une conférence de presse dès lundi matin pour demander au concessionnaire Bouygues de réduire de 50 % ses tarifs, alors que peu de temps auparavant « nos » présidents péroraient vouloir appliquer « tout le contrat mais rien que le contrat ».

Ils vont même créer une commission pour étudier les possibilités de rachat de TEO par les collectivités publiques, ce qui revient à radicalement remettre en

cause la politique de privatisation de l'espace public, alors que des projets similaires à TEO se préparent sur l'agglomération.

La mobilisation sociale s'est révélée efficace parce que ciblée sur un objectif simple et fédérateur : la gratuité sur toutes les infrastructures routières de l'agglomération. Cela peut paraître simple voir démagogique à certains. Il n'empêche que ce rejet du péage et cette exigence de gratuité doit être comprise comme un ras-le-bol de la politique de privatisation de tout ce qui est communément appelé « services publics ». Et si bien souvent chacun d'entre nous se

sent impuissant face à la réduction des remboursements de la sécu ou la mise en place des retraites par capitalisation, etc., l'affaire TEO permet à chacun de matérialiser son opposition à ces privatisations tous azimuts. C'est l'opportunité que 98 % de Lyonnais ont saisi, affirme un sondage local.

Barre, Bouygues et consorts ont bien senti le danger et le risque de contamination que cela représente, d'où leur profil bas d'aujourd'hui. Leur stratégie consiste à gagner du temps et à tenter de jouer sur les potentielles divisions internes du Collectif. Ils ont choisi comme interlocuteur une association

concurrente au Collectif, intitulée « Non au racket », laquelle affiche sa volonté d'aider Barre et Collomb (chef socialiste favorable au péage) à trouver une solution. Elle dénonce la politisation du Collectif et son « extrémisme » et est animée par un élu socialiste de Vaulx-en-Velin. Dans les faits, c'est à peine un groupuscule.

On peut aussi s'interroger sur la détermination des Verts à long terme puisqu'ils sont contre le péage partiel (type TEO) mais pour un péage global (il faudrait payer une taxe à l'accès à l'agglomération!). En dehors du Collectif, il existe des associations mili-

taires pour la suppression des voitures en ville. Elles sont pour le péage et expliquent que les pollueurs doivent être les payeurs. Ces associations, tout comme les Verts, ont une vision libérale des rapports sociaux et une volonté affichée de punir par le fric pour soi-disant « responsabiliser » les automobilistes. Ils oublient que la ville est une ville capitaliste, c'est-à-dire une source de profits pour ceux qui détiennent le pouvoir et qu'il y a spéculation sur les modes de déplacement comme il y a spéculation sur les logements. La plupart des habitants subissent l'organisation capitaliste de l'espace urbain. C'est à partir de cette réalité qu'il faut raisonner, discuter et proposer aux Lyonnais des perspectives et des alternatives cohérentes de transport.

Le Collectif auquel la Fédération anarchiste adhère, s'appuie aussi sur une association d'individus non « encartés » forte de plus de 1 100 personnes alors qu'il n'a que 15 jours d'existence.

Les prochaines initiatives du Collectif vont tendre à lancer un réel et profond débat public sur TEO et impulser la définition d'une politique des transports assurant la libre circulation et la gratuité des infrastructures collectives que sont les routes et autoroutes, tout en prenant en compte le développement des transports collectifs, la pollution, etc.

La lutte a vraiment commencé.

Bernard,
groupe Dejacque (Lyon)



Anarchosyndicalisme au Nigéria

L'Awareness League est une organisation anarchosyndicaliste qui compte 2 000 membres. Elle est affiliée à l'A.I.T. depuis décembre 1996.

L'ANNÉE 1996, POUR l'Awareness League (A.L.) et ses adhérents, fut difficile mais également pleine de satisfactions. Comme d'habitude, l'A.L. a eu à plusieurs reprises des ennemis avec les forces de sécurité et l'armée. Deux séminaires-meetings d'éducation politique mis en place par l'A.L., un à Engu et le deuxième à l'intérieur du campus de l'université de Nsukka, furent interrompus par des policiers en civil et des hommes du service de sécurité de l'Etat (State Security Service - SSS), qui proclamèrent agir selon « des ordres venant d'en haut ». Les deux meetings furent déclarés illégaux car faits « pour saboter le programme de la junte de transition vers un pouvoir civil ». Ils ont confisqué notre matériel destiné aux meetings mais ne firent aucune arrestation. En réponse à l'action de grève mise en œuvre dans toutes les universités du Nigéria par les professeurs, les autorités ont instauré un renforcement des mesures de répression sur les enseignants et les autres militants connus pour soutenir les universitaires. Des centaines de personnes furent arrêtées et détenues, alors que le syndicat-écran des enseignants, l'Academic Staff Union of University était proscrit par un décret militaire. Deux profs membres de l'Awareness League furent détenus pendant trois mois lors de la période générale de répression. Ce

sont les camarades Ahmed Ojefia de l'université de Uyo et Rex Denedo de l'université de Jos. L'incarcération n'a pas diminué leur foi et leur engagement à lutter pour une société meilleure et plus juste.

Le 26 juillet 1996, l'A.L. conjointement à trois organisations de gauche a organisé une manifestation pacifique à Ibadan, à environ 150 km au sud de Lagos pour obtenir de la junte la libération de tous les militants et journalistes incarcérés depuis qu'Abacha a pris le pouvoir en novembre 1993, et spécialement ceux emprisonnés sur des accusations fabriquées de « complot de préparation d'un coup d'Etat ». Par la suite, toute une semaine de rencontres antimilitaristes et d'éducation politique prévue pour la deuxième semaine d'août 1996, fut annulée du fait de la répression massive qui a suivi une grève nationale planifiée par des syndicats de travailleurs du secteur pétrolier. Nous avons tenu plus tard notre congrès annuel le 29 octobre 1996. Il fut suivi par 65 délégués.

Les tendances à l'intensification de la répression des régimes militaires successifs nous ont dicté un réexamen de nos tactiques et stratégies pour l'A.L., sans pour autant que nous perdions de vue nos objectifs libertaires plus éloignés. Pour cela, en 1996 l'A.L. a entrepris une nouvelle action pour établir des sections et des réseaux dans certains établissements industriels. Auparavant, les

activités de l'A.L. étaient concentrées dans les universités, les médias et les services civils de l'Etat. L'objectif de cette nouvelle dynamique est de faire sentir la présence de l'Awareness League dans d'autres secteurs clés de l'économie. Jusqu'ici nous avons connu quelques modestes succès, avec la mise en place de réseaux de taille moyenne dans les rangs des jeunes employés de banques à Engu, Jos, Owerri, Benin Asaba, etc. Comme parmi la branche radicale des travailleurs du pétrole à Warri, Calabar et Port-Harcourt dans la région pétrolière dévastée du Delta du Niger.

Awareness League

Campagne internationale de soutien en faveur des anarchistes vénézuéliens

Le Collectif anarchiste CRA du Venezuela continue sa campagne pour l'achat d'un micro-ordinateur qui leur permettrait la publication de leur journal « El Libertario » ainsi que d'autres publications alternatives de la ville de Caracas.

Si les objectifs poursuivis sont atteints, le micro-ordinateur servira également à soutenir un projet autogestionnaire qui serait la première pierre posée pour l'ouverture d'un premier local anarchiste au Venezuela.

Les contacts pour plus d'information ou des demandes de bons de soutien (deux dollars) peuvent être auprès de E. Tesoro. Apdo postal 6303 Carmelitas, Caracas D.F. Venezuela

Souscription internationale pour le congrès de l'Internationale des fédérations anarchistes (I.F.A.)

PARCE QUE LES FRONTIÈRES NATIONALES imposées par la bourgeoisie divisent artificiellement la classe des exploités en tribus patriotardes, parce que notre planète ne doit pas être saucissonnée en divisions arbitraires et antagonistes, parce que chacun doit pouvoir voyager et vivre sur un lieu autre que celui qui lui a été imposé par sa naissance, le mouvement anarchiste rejette les frontières.

L'I.F.A. va tenir son sixième congrès en novembre. C'est une échéance importante pour le mouvement anarchiste.

Nous voulons ouvrir ce congrès à d'autres organisations anarchistes internationales provenant des différents continents et non adhérentes à l'I.F.A.

Nous lançons un appel à tous les militants et sympathisants libertaires pour nous permettre ce congrès ouvert. Une souscription est ouverte. Toute aide financière peut être versée sur le compte ccp n° 16 176 00 S Paris, à l'ordre de M. Boury et adressée à la librairie du *Monde libertaire*,

145 rue Amelot 75011 Paris (préciser impérativement, au dos du chèque, « Congrès IFA »).

Par ailleurs, des bons de soutien, à l'organisation de ce congrès de l'I.F.A., d'un montant de 100 F, seront disponibles, prochainement, à la librairie du *Monde libertaire*.

Le secrétariat aux relations internationales de la Fédération anarchiste

Total précédent: 2 950 F

Lionel Goeffier, Bernard Jouve, Ursula Archibald: 100 F; Septier, Pascal Morales, groupe L'entraide: 200 F; groupe La Commune: 300 F; groupe Malatesta: 400 F; Patrice Ronco: 500 F
Sous-total: 2 100 F

Nouveau total: 5 050 F

Après Foccart, Mobutu...

LE MARÉCHAL MOBUTU est mort, enfin, ne survivant que quelques mois à celui qui fut l'éminence grise de la politique africaine de la France durant la Ve République, l'ami des barbouzes, Jacques Foccart. Après plus d'une vingtaine d'années de règne à la tête de la République du Zaïre, le « Timonier » (1) dût fuir pour échapper à l'avancée des troupes rebelles de Laurent-Désiré Kabila. Protégé par la France, il s'en est allé finir ses jours à Rabat chez un autre massacreur de talent : Hassan II. Avec ce décès, l'État français perd un de ses alliés de choix dans une région, l'Afrique centrale, secouée depuis une poignée d'années par des secousses politiques d'un grand intérêt.

Un serviteur zélé

Le « Génie de Gbadolite » a fait de l'anticommunisme son fond de commerce. Dans les années soixante, c'est lui qui écarta du pouvoir le nationaliste marxisant Patrice Lumumba et mène une guerre sans merci à sa guérilla dans laquelle officie Kabila. L'enjeu est de taille : il s'agit du contrôle de la plus riche des provinces zaïroises, le Katanga, qui regorge de minerais divers et variés. Sa prise de pouvoir, qui s'étale de 1961 à 1965, rassure à la fois les intérêts belges, omniprésents dans le pays, et la diplomatie américaine qui redoute que le Zaïre ne tombe aux mains des pro-communistes.

Des années soixante à nos jours, le « Guide » restera un allié fidèle mais difficile (car peu fréquentable et souvent incontrôlable) des intérêts belges et français. Ces derniers lui sauveront la mise plus d'une fois, lorsque, par exemple, les gendarmes katangais tentent une nouvelle fois de reprendre le contrôle du sud du pays. Parallèlement, il a permis durant des années aux forces de l'UNITA de se servir du Zaïre comme d'une base arrière pour leurs

raids contre l'État « socialiste » angolais.

Dé légitimé, montré du doigt pour la violence avec laquelle il réprime les opposants, le « Président-soleil » connaît des années 90 difficiles... jusqu'au génocide des Tutsis rwandais, où l'État français le réintroduit sur la scène diplomatique internationale : d'un côté, le maréchal à toque de léopard « accueille » dans des camps de l'est des centaines de milliers de réfugiés hutus rwandais contrôlés par les anciennes forces armées et leurs hommes de main ; de l'autre, il « positionne » ces derniers en vue d'une reconquête du Rwanda. Les États-Unis ayant choisi leur camp (celui des Tutsis anglophones), « l'intelligence suprême » ne pouvait alors se vendre qu'à l'État français, pressé de stopper l'hémorragie (perte du Rwanda, du Burundi...) fragilisant son pré-carré.

Un maréchal pillard

Décrite le Zaïre d'aujourd'hui fait froid dans le dos : le système éducatif a rendu l'âme, les services sociaux sont moribonds, la plupart des gens vivent d'expédients et de l'économie dite « informelle... » et l'appareil productif, lui-même, ne fonctionne plus qu'à 15 à 20 % de son potentiel, quand il fonctionne.

A cela plusieurs raisons. « Tata mokonzi » (papa-chef) et sa clique ont copieusement pillé les richesses du pays. L'État contrôlant tous les circuits d'exportation, ceux qui en sont à la tête ponctionnent régulièrement dans cette manne sans pour autant réinvestir cet argent dans l'appareil productif. C'est d'ailleurs ce qui distingue la classe dominante d'Afrique noire de celle d'Asie : tandis que la première se comporte en rentière, la seconde a une conception productive de l'économie prébendaire. L'intervention du Fonds monétaire international à la fin des années 70 ne changera rien au problème : le pillage continuera de plus belle, et ce

seront les secteurs non producteurs de biens (éducation, santé...) qui seront priés de se serrer la ceinture!

Après quelques décennies de ce régime là, et la crise économique en plus, il n'est guère étonnant de retrouver

gesse, la reconnaissance. » (2). En d'autres termes, on peut piller si l'on redistribue. Comme, à ce phénomène, s'ajoute l'équation suivante « accès au pouvoir politique = accès aux richesses », on comprend mieux la lon-

pure façade. Les règlements de comptes n'avaient pas pour fond de belles querelles idéologiques mais bien plutôt une lutte âpre de position au sein du pouvoir politique, seule possibilité pour garantir son compte en banque et contrôler tous les trafics et ce, avec la bénédiction de certains réseaux étrangers (belges, français, libanais...).

La fin de l'ère Mobutu laisse donc une classe politique délégitimée et en plein désarroi, qui ve devoir certainement s'exiler, faire allégeance au nouveau pouvoir ou... apprendre à partager le gâteau!

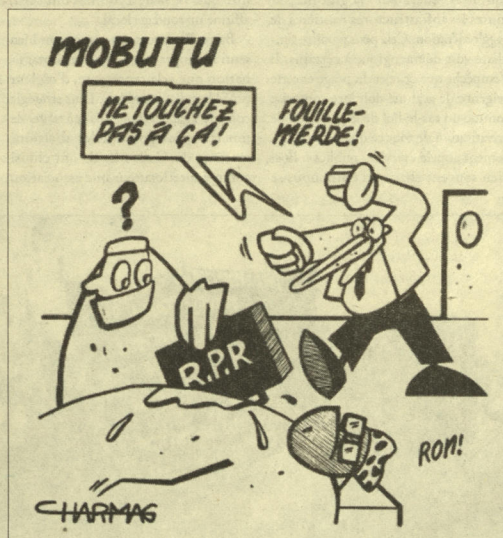
On comprend mieux, dès lors, l'extrême facilité avec laquelle les troupes rebelles ont conquis le pays. Armées, motivées, encadrées, elles ont fait fuir une armée zaïroise en pleine débandade, spécialiste du pillage et de l'exécution sommaire : le rigorisme moral affiché par les rebelles ne pouvait que trouver un écho favorable auprès de la population dans le plus grand dénuement et écœurée par la corruption de la classe politique zaïroise. Reste à savoir si le mobutisme (autoritarisme, vénalité, culte de la personnalité...) n'est pas en mesure de survivre à la mort de son géniteur! Massacrant des milliers de réfugiés hutus, instaurant un régime de parti unique, Kabila a déjà démontré son caractère peu fréquentable.

Patsy (Cercle Bakouine)

(1) Mobutu ayant une haute estime de sa personne, lui et sa cour développèrent dans le pays un culte de la personnalité assez extraordinaire. Nous utiliserons au cours de cet article quelques-uns de ses « surnoms ».

(2) Olivier de Sardan, L'économie morale de la corruption en Afrique, in Politique africaine n° 63 (octobre 1996).

(3) Voir à ce sujet le livre d'Edi Angulu *Adieu Mobutu* (DS Édition, 1991) qui raconte les trajectoires hallucinantes de certains politiciens zaïrois. Edi Angulu est aujourd'hui ministre du tourisme et de l'environnement.



un État zaïrois en banqueroute, endetté jusqu'au cou, incapable de payer une fonction publique pléthorique, y compris même ses militaires qui, alors, se paient sur la population.

Un politicien hors pair

Dans la plupart des pays africains, l'enrichissement illicite, le népotisme « sont bel et bien sous-tendus par des valeurs sociales positives, à savoir la nécessité d'utiliser toute opportunité qui permette de manifester ces vertus cardinales qui sont la générosité, la lar-

générité de nombre de dictateurs africains. L'adhésion au parti-État (ici le Mouvement populaire de la révolution) est un moyen de promotion sociale important, et Mobutu, comme beaucoup d'autres, a su admirablement s'attacher une clientèle avide de richesses à défaut d'éthique. Et quand est venu le temps de « démocratiser » le pays, là encore, Mobutu a su s'acheter des alliés qui, dans leur immense majorité, de près ou de loin, avaient « tapé » dans la caisse précédemment (3).

Pour beaucoup d'observateurs, la transition démocratique zaïroise a été dé-

ITALIE

Perquisition dans des locaux anarchistes

LA COMMISSION de correspondance de la FAI, a pris acte de ce que les magistrats chargés de l'enquête concernant l'explosion d'une bombe au Palazzo Marino - la mairie de Milan - le 25 avril dernier ont ordonné des perquisitions dans de nombreux locaux et habitations de membres du mouvement anarchiste. Ces dernières ont eu lieu les jeudi 19 et vendredi 20 juin 1997. Nous considérons que l'enquête concernant la bombe de Milan a été utilisée, par la magistrature, comme prétexte pour des opérations d'un tout autre ordre et moins avouables. Le caractère instrumental et répressif de cette opération policière est démontrée par le fait que les militants du mouvement anarchiste qui ont été contrôlés et ont fait l'objet d'une enquête, sont connus pour leurs positions politiques publiques et une pratique sociale favorable au syndicalisme de base, ainsi que pour leurs activités libertaires qui rejet-

tent la logique de l'action spectaculaire, et pour laquelle ils sont accusés, logique qui, aujourd'hui, ne fait que renforcer le pouvoir.

L'invasion des locaux et des habitations privées du mouvement anarchiste, la violente intrusion dans ces mêmes lieux avec destruction des portes (comme à Bordighera), le vol de matériel de propagande, facilement disponible dans toute librairie ou centre de documentation (comme à Verona), démontrent la claire volonté de frapper un mouvement politique dont l'action infatigable sur le terrain des luttes sociales, de la défense des droits des exploités et des travailleurs, son opposition au militarisme, son implication sur le terrain de l'autogestion, de la coopération sociale, du syndicalisme alternatif font horreur aux gouvernants d'aujourd'hui comme à ceux d'hier.

Le travail d'intimidation du mouvement anarchiste sert d'alibi à une gauche au gouvernement qui, pas moins que la droite qui l'a précédée,

est en train de mettre en place une révision, vers plus d'autoritarisme, de l'ordre institutionnel du pays (présidentialisme, recherche d'un homme fort) et qui, par ailleurs, est impliquée de manière active dans l'éradication définitive d'un quelconque droit des travailleurs (santé, éducation, transports).

L'État, dont les opérations humanitaires (voir la Somalie) signifient assassinats, tortures, mutilations, dont les investissements dans le domaine militaire sont directement proportionnels à l'élimination des services sociaux, tente par tous les moyens de cacher les délits des parachutistes de Folgore, tout en accentuant la répression contre les objecteurs totaux (insoumis) et les déserteurs. Ce n'est pas un hasard, si lors des perquisitions signalées ci-dessus, beaucoup de matériel antimilitariste et de contre-information, concernant les objecteurs totaux et la guerre en Albanie, a été dérobé. Les anarchistes fédérés restent



fermes dans leur décision de rester vigilants pour ce qui concerne toute forme possible d'intimidation et de provocation, continuant, cohérents dans leur travail, et à visage découvert, à œuvrer, sur les places, dans

les quartiers, les écoles et à leurs postes de travail, pour la construction d'une société d'individus libres et égaux.

Fédération anarchiste italienne

LECTURE

Les nucléocrates au banc des accusés

LE TRIBUNAL PERMANENT DES PEUPLES avait organisé du 12 au 15 avril 1996 dans la capitale autrichienne, à la requête de Rosalie Bertell, présidente de la Commission médicale internationale de Tchernobyl à Toronto, une session sur les tenants et aboutissants de la catastrophe du 26 avril 1986. Pour la doctoresse canadienne, qui évalue à 32 millions le nombre de personnes dans le monde touchées d'une manière ou d'une autre par des radiations, « nous devons identifier les mécanismes de répression structurelle à l'œuvre ici ». Car, « lorsque vous recherchez des données scientifiques, un mur de silence cache la réalité », s'insurge le docteur Gianni Tognoni, secrétaire général du TPP à Rome. Robert Green, commandant de la Royal Navy à la retraite, livre

tenues au service de la cause antinucléaire. Le confinement des réacteurs de type RBMK serait paradoxalement plus sûr que celui des installations occidentales. L'explosion survenue à Tchernobyl n'a occasionné « qu'un dommage minimal » et aucune enceinte n'y aurait résisté. Trois millions de personnes vivent encore sur le périmètre pollué en Biélorussie, atteinte par 72% des émissions invisibles crachées par le bloc 4, alors qu'elle-même ne possède aucun réacteur sur son territoire. Le professeur Youli Andreev, un des 800 000 « liquidateurs », accuse l'académicien russe Youri Israël, à l'époque directeur des services météorologiques, d'être « personnellement responsable » du cancer de la thyroïde qui a frappé tant d'enfants. D'ores et déjà, 13,5% des intervenants sur le site sont inva-

mentalement ses objectifs ». Peter Weish, professeur d'écologie humaine à l'Université de Vienne, juge la difficulté de mobiliser l'opinion face aux grands complexes industriels, militaires, bureaucratiques, qui profitent transnationalement des avancées technologiques pour accroître leurs profits. « Le nucléaire ne peut coexister avec un développement durable ». Cornelia Hesse-Honegger, illustratrice en zoologie à l'Université de Zurich, fournit, documents à l'appui, des preuves irréfutables de mutations génétiques qu'elle a observées sur des insectes recueillis à proximité de centrales, y compris en Argovie ou à Krümmel près de Hambourg, ainsi que dans des zones fortement contaminées (Gavle en Suède, Pripjat en Ukraine...). Les malformations ressemblent à celles provo-



une information capitale. Il cite Don Arnett, ancien expert de l'Agence internationale de l'énergie atomique, lequel place aujourd'hui ses compé-

lides. « Nous ne sortirons du nucléaire que si nous affrontons le conservatisme et que si la société dans son ensemble modifie fonda-

quées par « l'Agent orange » déversé par les yankees au Vietnam. Si le tribunal a évoqué l'indemnisation des victimes, « la seule question importante est comment pouvons-nous arrêter maintenant cette folie ? » (Sanghamitra Gadekar, Rajasthan - Inde).

De Tchernobyl à Bhopal

L'Agence internationale de l'énergie atomique, véritable association de malfaiteurs, qui siège du 8 au 12 avril de l'autre côté du Danube, ne reconnaît que 32 morts, alors que 321 personnes périrent sur le champ et que maints scientifiques estiment à 25 000 le total des décès en dix ans, sans parler des centaines de milliers d'intoxiqués. Il convient d'interpréter différemment les droits de la personne en refusant le paradigme les réduisant aux prérogatives des puissants, des privilégiés et des décideurs. Il s'avère urgent de créer une institution devant laquelle les peuples et les communautés malmenés par les États-nations peuvent exiger réparation des préjudices causés par ceux-ci « L'industrie nucléaire mine le discours de la justice »; son extension sans vergogne,

à la petite semaine

Sans

Sans Diana, le peuple n'a plus de princesse. Sans Teresa, les pauvres n'ont plus de mère. Sans Mobutu, la France n'a (presque) plus d'Afrique.

Sans pape, la jeunesse mondiale n'a plus de repères, pas de morale. Sans Leonardo, le P.S.G. n'a plus de meneur de jeu. Sans pitbulls, les crétiens sécuritaires se sentent menacés.

Sans ouverture du capital, plus d'avions dimanche à Orly, plus d'abonnés aux numéros que vous avez demandés.

Sans P.S. et sans P.C., plus d'ouvriers représentés au sommet. Sans Notar, sans Blondel, sans Viannet, plus de défense de nos intérêts.

Sans la gauche, sans les Verts, sans Voynet, les lois Pasqua-Debré étaient vraiment à dégueuler. Sans Chevènement, les charters à venir ne seraient pas organisés par une police de progrès, dans le respect de l'être humain et de sa dignité.

Sans enseignants trop absents, nous verrions des enfants épanouis dans une école allègre et dégraissée.

Sans immigrés dévorant le caviar des Français et pillant le trésor des caisses de sécurité, le travail pour tous ce serait la santé retrouvée...

Sans ce fatras d'imbéciles illusions, de certitudes bêtes à pleurer, de nécessaires boucs émissaires, peut-être pourrions-nous compter enfin sur nous-mêmes et marcher un peu tout seuls, sans béquilles inutiles.

Floral

au mépris de toute considération écologique, induit de facto des crimes contre l'humanité. Le Tribunal permanent des peuples condamne l'AIEA, qu'il y a lieu de refonder en une Agence internationale pour l'énergie alternative, les gouvernements ainsi que la Commission internationale de protection contre les radiations. Il exige la prohibition de l'industrie nucléaire, dans son usage civil comme militaire. Dans la préface à cet ouvrage, de la lecture duquel on ne ressort pas indemne. Maryse Arditi plaide en ce sens. Membre du GSIEN, elle siège au Conseil national des Verts. Qu'en pensent les caciques du Parti socialiste qui accablèrent le tout nucléaire en 1981, en contradiction avec quelques-unes des 110 propositions mitterran-

diennes? Quant aux effets de Tchernobyl, on sait que le pire reste à venir... Solange Fernex, qui a traduit et transcrit les minutes des débats, et Michel, son époux, témoignèrent devant le TPP, initié en 1979 et qui avait par exemple passé aux gouvernements ainsi que la Commission internationale de protection contre les radiations. Il exige la prohibition de l'industrie nucléaire, dans son usage civil comme militaire. Dans la préface à cet ouvrage, de la lecture duquel on ne ressort pas indemne. Maryse Arditi plaide en ce sens. Membre du GSIEN, elle siège au Conseil national des Verts. Qu'en pensent les caciques du Parti socialiste qui accablèrent le tout nucléaire en 1981, en contradiction avec quelques-unes des 110 propositions mitterran-

René Hamm

Tchernobyl. Conséquences sur l'environnement, la santé et les droits de la personne.

Écodif: 107, avenue Parmentier - 75011 Paris - Avril 1997 - 254 p. - 72 F.

Après « No Pasaran ! »...

Patsy récidive avec;

« Ramadan plombé » suivi de « Un gorille sinon rien »

Une manière de punk libertoisant qui a toujours un œil sur Bakounine et l'autre sur la Kronenbourg. Des manifs, des bastons, des galères en veux-tu en voilà. Un jour ça va se fritter avec des rescapés du crime de guerre à la mode de la guerre d'Algérie, le lendemain avec une mafia de promoteurs immobiliers, et chaque jour qui passe avec le skin du coin. Et tout ça à Nantes la morne, la triste et la maquillée d'ennui. C'est le pot de fer contre le pot de terre. Le peuple contre les bourgeois, la révolution contre les capitalistes. Une étincelle dans la pénombre.

Tout un symbole donc, que ce combat de toujours et à toujours!

Tout un symbole qui ne pouvait qu'aller droit au cœur d'une petite bougie comme Bonaventure qui s'obstine elle aussi à lutter contre l'obscurité!

Ce livre de 120 pages qui paraîtra en septembre 1997 et sera vendu 45 F au profit de l'école libertaire Bonaventure (merci à l'auteur et aux éditions du Monde libertaire).

Aussi, si vous aimez les polars qui décoiffent et si vous souhaitez soutenir financièrement une petite école libertaire laïque et gratuite... vous pouvez d'ores et déjà commander ce livre.

Souscription :

Un exemplaire de Ramadan plombé: 40 F port compris
5 exemplaires.....150 F
10 exemplaires.....250 F

Joindre un chèque à l'ordre de Bonaventure (sans oublier de spécifier vos noms et adresse) et envoyez vos commandes à: Bonaventure, 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17 190 Saint-Georges d'Oléron.

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 18 septembre à 18 heures:

Si Vis Pacem recevra Brouck (dessinateur).

jeudi 18 septembre à 20 h 30:

Microclimat recevra Thierry Meyssan du réseau Voltaire.

vendredi 19 septembre à 13 h 30:

Pensées à débattre recevra François Housset animateur de café philosophique, à propos de la « désobéissance civique ».

samedi 20 septembre à 11 h 30:

Chroniques syndicales reçoit Claude Pennetier pour présenter le CD-ROM « Le Maître » (dictionnaire biographique du mouvement ouvrier) puis la CNT Education et SUD-Education sur la rentrée scolaire.

samedi 20 septembre à 11 h 30:

Chroniques rebelles reçoit J.-P. Garnier

mercredi 24 septembre à 10 h 30:

Blues en liberté: Albert Collins.

La colo 97, une cuvée réussie

LA « COLO LIBERTAIRE » — et c'est le seul titre qu'elle porte, tout ce qu'on pourrait ajouter, c'est qu'elle est au moins rhône-alpine — en est, cette année 1997, à sa septième édition. Elle avait été initialement lancée par le Collectif libertaire « Les mauvais jours finiront » de Saint-Etienne, avec le soutien engagé du groupe Makhno de la F.A. Depuis, le collectif a disparu, le groupe Makhno est toujours là, malgré tout, et, bien entendu, le projet a connu moult vicissitudes. Il implique maintenant plusieurs militant(e)s de l'Union régionale Rhône-Alpes de la F.A. et il a beaucoup évolué.

Entre « vacances tous ensemble » et « projet pédagogique militant », « groupe parents-enfants » et « groupe au-delà des familles », « semaine pépère » et « semaine active », « organisation spontex » et « organisation très préparée », « activités au coup par coup » et « activités planifiées », il a bien fallu

choisir. Non sans douleurs ou départs, parfois. Mais une chose est sûre, au-delà de ma propre opinion personnelle, c'est que plus les tâches matérielles sont préparées et assumées collectivement, plus le planning des activités est élaboré aussi précisément et collectivement que possible (avec des solutions de rechange en cas d'imprévu : mauvais temps, repas qui dure trop longtemps, etc.), moins grand est le stress, chez les grands comme chez les petits, et mieux les choses se passent.

Une vie collective

Des acquis et des principes adoptés dès le départ sont améliorés au fil des expériences : fonctionnement en A.G. tous ensemble, prise de parole de tous, écoutées et respectées, mélange des âges, participation aux tâches avec fonctionnement par équipes... Ces deux derniers points sont en particulier totalement

assumés, sinon revendiqués, par les enfants qui, comme Maud, en sont à leur sixième colo !

A la question de savoir si se retrouver avec des bambins n'emmerdent pas nos ados, ceux-ci répondent vigoureusement non. C'est l'une des grandes idées qui l'emporte et qui perdurent : la solidarité d'un âge à l'autre.

On progresse...

Bien entendu, celle-ci est souvent prise en défaut et tout ne marche pas sur des roulettes. Une semaine est bien courte pour mettre en place de nouveaux fonctionnements. Le poids de l'école, des familles et de la société apparaît lourdement, et certains éprouvent d'abord le besoin de s'en débarrasser un peu, parfois au détriment de la nouvelle collectivité. Car c'est bien d'une collectivité dont il s'agit, avec l'éternelle tension entre l'individu et le groupe. Si le contrat est claire-



Et en 98 ?

Du 17 au 24 août, à Saint Georges d'Hurtières, en Maurienne, s'est déroulée la septième colonie libertaire à l'initiative de plusieurs personnes, anarchistes organisés ou non. Nous nous sommes retrouvés un groupe de 27 personnes dont 18 enfants, composé essentiellement de lyonnais, de stéphanois et de savoyards. Après l'arrivée de tout le monde, une visite du lieu aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur a été faite pour indiquer les dangers matériels. Le gîte était situé à l'entrée du village, il était fonctionnel avec un vaste espace extérieur. A la première Assemblée générale (A.G.), nous avons surtout parlé du déroulement de la colonie : son fonctionnement, avec la répartition des tâches ménagères, les différentes activités sur le site. Ces activités étaient proposées aussi bien par les adultes que de la part des enfants, lors des A.G., chaque soir. Durant la semaine, il a été proposé : travaux manuels, jeux de société, préparation du spectacle de fin de colonie, préparation du jeu de l'oie, balades, pique-niques, baignades, visite d'une mine, d'un château, feux de camp, jeux extérieurs.

La colonie possède un système différent des autres. La vie en collectivité est un point important. De plus, les décisions sont prises en commun et des assemblées générales sont mises en place de manière à ce que chaque personne puisse s'exprimer librement. Par rapport aux colonies précédentes, un autre fonctionnement a été instauré : celui des pré-A.G., mini réunions qui permettaient aux enfants d'une même classe d'âge de pouvoir prendre la parole plus facilement. Lors des A.G., un compte-rendu était fait par un adulte animateur de la pré-A.G., des petits et par un enfant délégué pour la pré-A.G. des moyens. Malgré ces avantages, les pré-A.G. étaient un risque, selon moi, à cause des classements d'âge qui les isolaient les uns des autres.

La colonie 97 était beaucoup plus tranquille que les précédentes. Une meilleure prise en compte des souhaits des individus, une meilleure organisation y ont sans doute été pour quelque chose. Il est aussi à noter que l'ambiance était « cool », avec une bonne entente générale. Le système libertaire devient par là même plus crédible. Mais l'année prochaine, un site autre que la montagne serait souhaitable. Mais que sera la colo 98 ?

Maud.

ment élaboré et admis dès le départ, les choses en iront d'autant mieux, et cette tension devient dynamique.

Cela n'a pas toujours été le cas, il faut bien le dire, mais — et c'est là mon opinion — cette cuvée 97 fut probablement l'une des meilleures de toutes. Comme quoi, on avance ! Car au-delà d'une bonne semaine passée ensemble, à se connaître un peu plus, à se confronter, dans le rire mais aussi parfois dans l'amertume, il y a toujours l'idée de progresser dans nos idéaux et dans nos pratiques. Au moins, quelques enfants sauront qu'autre chose existe, qu'autre chose est possible.

Au moins arriverons-nous peut-être par ce biais à convaincre certains adultes (beaucoup de parents qui nous confient leurs enfants ne sont absolument pas dans le mouvement libertaire) que les anarchistes ne sont pas des terroristes ou des doux rêveurs, et qu'ils sont prêts à se confronter à la vie, ici et maintenant. Y a-t-il d'ailleurs un autre choix ?

L'objectif est de pouvoir assumer cette difficulté le mieux possible. Quant à savoir si la colo peut déboucher sur un projet pédagogique et social plus large, c'est une autre paire de manches... qu'il faudrait bien relever !

Philippe Pelletier — groupe Makhno (Saint-Etienne)

Concert de soutien au Monde libertaire

Même si la répression change de visage, elle est toujours là. Le Pen, l'État ne se trompent pas : il est aujourd'hui beaucoup plus facile de faire taire leurs adversaires gênants à coup d'amendes à répétition que d'interdire de paraître. Deux procès coup sur coup, c'est beaucoup pour un hebdomadaire anarchiste qui ne vit que par ses lecteurs. Mais nous ne nous laisserons pas faire !

vendredi 26 septembre 97
à l'Elysée Montmartre,
72 Bd Rochechouart, Paris 18^e,

avec :

Lofofora
Ludwig von 88
Teemour

Ouverture des portes à 18 heures
Prix des places : 85 F (prix unique).

En vente à la librairie du Monde libertaire
(145, rue Amelot), et dans les endroits habituels.

A G E N D A

Vendredi 19 septembre

LILLE : Reprise des soirées vidéo-débat au Centre Culturel Libertaire (1-2 rue du Péage, M° Fives). Premier film : « Un autre futur », film de Richard Prost sur l'Espagne en rouge et noir.

LILLE : Rassemblement place de la République à partir de 15 heures ; manifestations de la M.N.E. jusqu'à la préfecture à 17 heures et meeting du Comité des sans-papiers avec Madjiguène Cissé (Coordination antionale), Antoine Sanguinetti et Antonio Zaffouto, un représentant des forges de Clabecq à 19 heures à la M.E.P. 1, place Georges-Lyon.

samedi 20 septembre

RIS-ORANGIS (91) : Seizième fête du CAES (1, rue Edmond-Bonté) avec des expos (sculpture, peinture, photo) du théâtre, de la musique (rock, rythm and blues, jazz, reggae-raga, trash-fusion, hip-hop groove...), des films, des marionnettes... Entrée : 30 F.

dimanche 21 septembre

RIS-ORANGIS (91) : Seizième fête du CAES (suite).

VAUSSEROUX (79) : Manifestation à 13 h 30 contre la venue de Bruno Megret avec participation des libertaires.

jeudi 25 septembre

MONTPELLIER : Le groupe de la Fédération anarchiste organise un débat sur « La gauche au pouvoir. Quels changements ? » à 20 h 30 à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc.

Samedi 4 octobre

BELGIQUE : Les amis d'Alternative libertaire et le groupe Noir lombric organisent le deuxième Barbecue camp'Anar dans la région de Péruwelz. Au programme des festivités : prolongement des débats du premier barbecue l'après-midi puis à 19 heures on mange... 250 FB pour les plus de 12 ans ; 120 FB pour les moins de 12 ans... Réservation auprès d'Alternative libertaire, B.P. 103-1050 Ixelles 1.

EVREUX : Le groupe de la Fédération anarchiste organise une journée sur le thème « Quelle alternative au système ? ». A partir de 14 h 30 salle Jules Janin (Bd J.Janin). Au programme : projection du film « Roger et moi » (film sur les conséquences sauvages du capitalisme) sur grand écran, débats animé par un militant de la F.A.

CHELLES : Réunion publique Contre l'extrême droite co-organisée par le groupe Sacco et Vanzetti de la Fédération anarchiste et la Souris Noire (Scalp) à 20 h 30 Ecole Fournier (près de la piscine), avec Maurice Rajsfus, un représentant du réseau Voltaire et Jacques Toublet.